

# GOODYEAR : FACE AU JUGEMENT MAFIEUX CONTRE NOS CAMARADES **RELEVONS LA TETE !**

**Q**ue reste-t-il de la démocratie quand, à l'image de la sentence prononcée contre les 8 militants CGT de Goodyear Amiens, les pouvoirs financier, exécutif et judiciaire s'entendent pour abattre toute contestation du capitalisme sauvage que des millions de salariés subissent au quotidien ?

Le combat des salariés de Goodyear Amiens, des ouvriers aux cadres, avec la CGT, reste une référence exemplaire en la matière : Jamais ils ne sont tombés dans l'ornière d'accepter une quelconque prime supra légale en échange d'un abandon de leur objectif, à savoir sauvegarder leur industrie, leurs emplois.

Et si aujourd'hui l'usine d'Amiens Nord est fermée, elle l'est en dépit de ce combat. Car les militants CGT Goodyear sont allés au bout de ce qu'il est possible de faire pour un syndicat, et même au-delà : Pied à pied ils ont négocié, lutté, participé aux discussions avec le repreneur Titan, demandé des garanties pour le maintien de l'emploi à long terme, sans les obtenir, ils ont rappelé par leur action, aux travailleurs de ce pays, ce que pouvait et devait être un syndicalisme insoumis à la dictature de la rentabilité. Mais derrière l'exploit de résistance qu'ils ont réalisé, aucun relais politique !

Les décideurs qui ont fermé l'usine d'Amiens, ce sont les dirigeants de la multinationale Goodyear ; c'est Taylor, patron fasciste de l'entreprise américaine Titan, celui qui avait insulté les travailleurs français en les traitant de « tous faibles », c'est le gouvernement de Hollande qui a choisi de ne rien faire, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres.

Alors oui, mettre en prison ces militants, c'est une décision mafieuse, une collusion entendue entre amis, procureurs, affairistes, ministres, juges, contre le droit des salariés de se regrouper et s'unir pour se défendre. C'est du jamais vu en 5e République !

LA FNIC-CGT EXIGE LA RELAXE IMMÉDIATE ET L'ABANDON DE TOUTE POURSUITE À L'ENCONTRE DES 8 DE GOODYEAR. ELLE EXIGE L'ARRÊT IMMÉDIAT DE LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE.

Pour l'obtenir, la FNIC-CGT appelle à multiplier les initiatives d'action dans les semaines et mois qui viennent : dépôts de motions, pétitions, rassemblements, manifestations, arrêts de travail et de production dans les entreprises, sur les territoires, devant les préfetures, les permanences politiques, etc.

**INITIATIVE  
D'ACTION**

# L'APPEL DES GOODYEAR

Pour la première fois depuis un demi siècle un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à **des actions en vue d'empêcher la fermeture** de leur usine.

**En même temps qu'ils préparent la suppression** dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises.

Avec les 8 condamnés de GOODYEAR **l'exécutif veut faire un exemple.**

Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les Procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à

la destruction des emplois et de **l'industrie.**

Evidemment les militants de terrain en général et ceux de la CGT en particulier sont les plus touchés.

**C'est pourquoi nous en appelons à l'ensemble des salariés, aux militants, aux syndicats d'entreprises, unions locales, départementales, régionales, fédérations ou simples salariés solidaires, pour qu'ensemble nous fassions la démonstration de notre force.**

Nous pouvons être des millions à faire reculer Hollande, Valls et Macron en **commençant par leur imposer l'arrêt** des poursuites contre les 8 de GOODYEAR et en organisant le plus grand rassemblement solidaire en prévision de l'appel.

Je signe l'appel Nous Sommes Tous Des Goodyear


A adresser à François HOLLANDE  
**Palais, de l'Elysée**  
**55 rue du faubourg Saint Honoré**  
75008 PARIS